



HAL
open science

(Re)politiser l'espace public Les Nuits debout de quartier du Nord-est parisien (2016-2017)

Laurent Beauguitte

► **To cite this version:**

Laurent Beauguitte. (Re)politiser l'espace public Les Nuits debout de quartier du Nord-est parisien (2016-2017). Carnets de géographes, 2020, 12. halshs-02569444

HAL Id: halshs-02569444

<https://shs.hal.science/halshs-02569444>

Submitted on 11 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Carnets de géographes

12 | 2019

Géographie(s) des mobilisations

(Re)politiser l'espace public

Les Nuits debout de quartier du Nord-est parisien (2016-2017)

Laurent Beauguitte



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/cdg/4745>

ISSN: 2107-7266

Publisher

UMR 245 - CESSMA

Electronic reference

Laurent Beauguitte, « (Re)politiser l'espace public », *Carnets de géographes* [Online], 12 | 2019, Online since 09 December 2019, connection on 06 January 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4745>

This text was automatically generated on 6 January 2020.



La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

(Re)politiser l'espace public

Les Nuits debout de quartier du Nord-est parisien (2016-2017)

Laurent Beauquitte

- 1 Le mouvement social du printemps 2016 contre la loi travail a vu l'émergence en France d'une forme singulière d'occupation des espaces publics, les « Nuits debout ». Inspirée notamment des mouvements *Occupy Wall Street* (Calhoun, 2013 ; Hammond, 2013) et des *Indignados* espagnols (Nez, 2016), la Nuit debout de la Place de la République à Paris a rapidement essaimé en France et, de manière plus fugace, à l'étranger. Si cette Nuit debout parisienne a été largement documentée, commentée et étudiée, tant par les médias que par les chercheurs et chercheuses en sciences sociales (Baciocchi *et al.*, 2016 ; Kokoreff, 2016 ; Smaoui, 2017 ; Gérard et Bertina, 2018), d'autres mobilisations se réclamant de Nuit debout ont aussi existé dans la capitale en dehors de la place de la République.
- 2 Cet article s'intéresse à trois Nuits debout apparues simultanément dans le Nord-est parisien fin avril 2016. Basé sur une participation observante de longue durée (avril 2016 - décembre 2017), il vise à répondre à trois questions principales : pourquoi ces Nuits debout apparaissent-elles à quelques centaines de mètres de la place de la République ? Comment ces assemblées voisines articulent-elles les échelles de mobilisation (du local au global) et, en particulier, comment se coordonnent-elles ? Et enfin, dans quelle mesure la configuration matérielle des espaces investis a-t-elle pesé sur les trajectoires variables de ces trois assemblées ?
- 3 D'un point de vue plus théorique, l'article s'inscrit dans un courant issu en premier lieu de la sociologie anglophone puis francophone et visant à prendre au sérieux la spatialité des mouvements sociaux (Zhao, 1998 ; Tilly, 2000 ; Auyero, 2005 ; Hmed, 2008 ; Combes *et al.*, 2015 ; Dechézelles et Olive, 2016). Ce courant a été retravaillé en géographie ces dernières années, Fabrice Ripoll annonçant par exemple au début de sa thèse que « *chaque terme de tout conflit social et de toute action collective (émergence, diffusion, coordination, organisation, mobilisation, stratégie, tactique, revendication, enjeu, croyances, représentations...) est une construction sociale ayant une dimension spatiale non négligeable* » (Ripoll, 2005a : 25 ; affirmation reprise sous une forme légèrement différente dans Ripoll, 2005b). Si je souscris à cette affirmation, il me

semble cependant que la dimension spatiale « non négligeable » n'est pourtant pas nécessairement d'un intérêt majeur pour la compréhension et l'analyse de tout mouvement social. Dans le cadre de cet article, l'attention est plus particulièrement portée sur les dispositifs matériels mis en place par les trois assemblées pour tenter d'apparaître simultanément inclusives, politiques et ancrées localement. Le positionnement est donc éloignée des premières formulations du concept d'« espace des mobilisations » par Lilian Mathieu, l'espace étant dans l'article de 2007 un terme utilisé pour désigner un système de relations dynamiques, terme préféré à celui de champ, et s'intéresse davantage à la dimension matérielle des assemblées qu'à leur dimension spatiale.

- 4 Les données ont été récoltées *via* la participation aux assemblées de Sorbier et Place des Fêtes (carnet de terrain, photographies, entretiens) et le recueil systématique des supports de communication pour les trois assemblées (pages Facebook, listes de diffusion, tracts et affiches, pages du wiki nuit debout¹). Le nombre de personnes participant à ces assemblées étant réduit, aucun élément permettant l'identification de ces dernières n'est fourni (prénom, âge, trajectoires professionnelle et militante²). Les photographies choisies pour illustrer l'article sont soit accessibles en ligne, soit de l'auteur, et ne permettent *a priori* pas d'identifier des participant.e.s aux assemblées.
- 5 Afin de contextualiser l'analyse, la genèse de Nuit debout est brièvement évoquée. J'explique ensuite pourquoi des personnes actives à République choisissent de prendre de la distance, qu'elle soit matérielle ou politique, pour ancrer plus localement des assemblées censées être ouvertes à toutes et à tous. Le choix de créer des Nuits debout « de quartier » influence tant le recrutement des militant.e.s que les thèmes de mobilisation et une coordination, essentiellement axée sur des problématiques considérées comme plus locales, se met en place très rapidement entre ces trois assemblées. Si les trois assemblées débutent le même week-end, l'une disparaît dès la fin juin 2016 quand les deux autres continuent leurs activités jusqu'en juin 2018 pour l'une, jusqu'à maintenant pour l'autre³, or les contraintes de site et les conflits d'usage des lieux semblent être deux facteurs explicatifs majeurs.

De Nuit debout République aux assemblées de quartier

De la loi travail à Nuit debout et sa diffusion

- 6 En février 2016, la ministre du travail Myriam El Khomry du gouvernement de Manuel Valls présente la loi destinée à réformer le Code du travail. Si le gouvernement affirme que ce projet vise à « protéger les salariés, favoriser l'embauche et donner plus de marges de manœuvre à la négociation en entreprise »⁴, une forte contestation voit le jour contre ce projet, qu'il s'agisse des syndicats ou de mobilisations massives d'internautes sur les réseaux sociaux (pétitions en ligne, hashtag « on vaut mieux que ça »...). Cette contestation est également marquée par des manifestations conflictuelles avec l'apparition dans certaines villes de ce qui sera vite nommé le « cortège de tête » (personnes choisissant de défiler devant les centrales syndicales) aux pratiques tant défensives qu'offensives⁵ (Hagelsen et Ziuthre, 2016).
- 7 Sans doute inspirés des précédents nord-américains (*Occupy*) et espagnols (*Indignados*), des personnalités (François Ruffin, Frédéric Lordon, etc.) et des collectifs (troupe *Jolie*

Même, Droit au logement, etc.) lancent un appel à ne pas rentrer chez soi le soir de la manifestation du 31 mars 2016⁶. Malgré une pluie battante, des milliers de personnes passent le soir à République et donnent naissance à Nuit debout⁷. Contrairement à ses prédécesseurs étrangers, l'occupation des lieux est ici temporaire, la Préfecture de police exigeant que la place soit évacuée – et elle le sera brutalement à plusieurs reprises – chaque soir à 23 heures. Hormis cette différence de taille, les ressemblances sont nombreuses : assemblées se prétendant ouvertes à toutes et à tous⁸, utilisation de gestes pour fluidifier les échanges, refus de tout porte-parole, création d'auto-médias⁹ et diversité croissante des causes abordées. Si l'objectif de départ annoncé est le retrait de la loi travail, de nouvelles revendications ne cessent de s'agréger pour faire de ces mobilisations un mouvement pluriel contre « la loi travail et son monde ». On peut considérer que le moment Nuit debout s'inscrit ainsi dans une dynamique issue de l'altermondialisme, celle des forums mondiaux dont l'un des objectifs était de créer un « espace le plus ouvert possible, pour l'échange, le débat, et peut-être même quelque chose comme la resocialisation des individus, la repolitisation des représentations du monde » (Ripoll, 2008).

- 8 Désireux de mettre en place une « convergence des luttes », distante vis-à-vis des structures existantes (syndicats et partis politiques essentiellement, les associations étant de fait mieux accueillies et présentes au quotidien), et revendiquant un caractère d'horizontalité, la majorité des participant.e.s, de Nuit debout République s'organise autour de deux pôles principaux : une assemblée générale quotidienne à 18 heures et des commissions centrées soit sur un aspect pratique (logistique, accueil, communication, etc.), soit sur une thématique (environnement, constitution, féminisme, etc.). L'impact médiatique est immédiat et, si l'on en croit le compte-rendu de Nuit debout République du 3 avril 2016, 22 Nuit debout ont déjà eu lieu à cette date dans d'autres villes¹⁰. Dans la seule région parisienne, une quarantaine d'assemblées sont créées au printemps 2016 (Beauguitte et Lambert, 2018). Mais pourquoi créer dans Paris même, à quelques centaines de mètres de la place de la République, d'autres assemblées ?

Ancrer les luttes localement : l'apparition des Nuits debout « de quartier »

- 9 Dans le Nord-est parisien, trois assemblées de quartier sont créées le week-end du 23-24 avril 2016 dans un rayon de 300 mètres : l'une Place des Fêtes le samedi 23 à 18h00 ; une autre sur le belvédère du parc de Belleville le même jour à la même heure et enfin une troisième sur le terre-plein à l'angle de la rue Sorbier et de la rue de Ménilmontant le dimanche à 16h00 (figure 1). Ces trois événements sont annoncés en ligne *via* des pages Facebook créées pour l'occasion et/ou sur des pages de collectifs déjà existants, sur l'agenda militant *demosphere* pour l'assemblée de Place des Fêtes, et enfin *via* un affichage dans le quartier. La création de l'assemblée de Place des Fêtes est également annoncée à plusieurs reprises à l'assemblée générale de Nuit debout République et dans sa commission *Action*.
- 10 Cette proximité temporelle s'explique en partie par le contexte d'incertitude qui pèse alors sur Nuit debout République – les incidents répétés avec les forces de l'ordre font alors craindre une interdiction du rassemblement par la préfecture et/ou la mairie de Paris – ainsi que, pour les personnes à l'origine de la création de ces assemblées de

quartier, par une certaine lassitude vis-à-vis de Nuit debout République. Les entretiens réalisés avec quatre des personnes à l'origine de deux de ces assemblées font un constat similaire : le grand nombre de personnes et le *turn-over* important à République ne facilitent pas la création de liens militants forts (encadré 1). De plus, les conflits liés à la communication, s'ils apparaîtront au grand jour un mois plus tard¹¹, commencent à créer des problèmes entre le *media center* d'un côté (petit groupe de personnes connaissant bien les rouages médiatiques, voir leur ouvrage #32Mars) et des personnes de plus en plus irritées par le message lisse voire apolitique véhiculé par les pages Facebook, les comptes twitter ou encore le site nuitdebout.fr.

Encadré 1 : Pourquoi quitter République - extraits d'entretiens

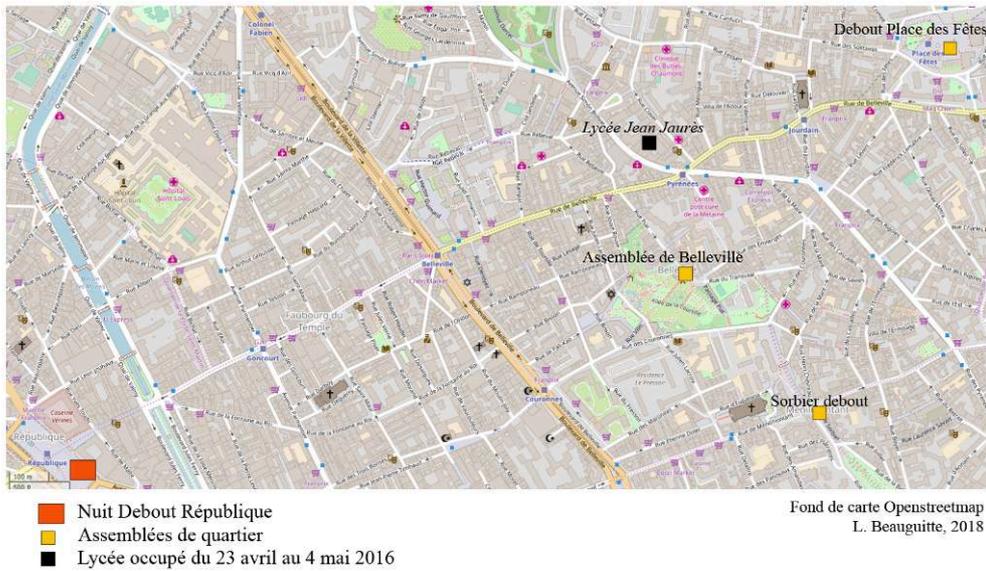
« on était trop nombreux à République pour se repérer [...] à République, y'avait vraiment trop de monde et y'a tous ceux qui venaient en tant que spectateurs... » (entretien du 14 août 2016)

« République, ça commençait, y'a plein de choses qui commençaient à me fatiguer un peu... et du coup quand on a créé les [assemblées], bon ben, voilà, c'est bien ce qu'on fait là, République je commence à plus trop comprendre où ça va et... [...] [Nuit debout République] c'est super comme truc mais il faut le faire tous en bas de chez nous en fait, faut qu'on... faut qu'on crée du lien, qu'on se connaisse et que ce soit du coup en bas de chez nous, et que ce soit vraiment local quoi » (entretien du 16 août 2016)

« place de la République, bon ben déjà, y'avait des trucs qui tournaient en boucle, et en fait, ben très vite, enfin très vite. Ouais, très vite, parce que c'était en un mois et demi tu vois, y'a eu des conflits quoi, y'a eu énormément de conflits. » (entretien du 6 septembre 2016)

- 11 Si les personnes organisatrices des assemblées de Place des Fêtes et de Belleville sont au courant de leurs rassemblements respectifs dans la mesure où elles partagent des engagements militants en partie communs (cf. *infra*), ce n'est pas le cas pour Sorbier : les organisatrices de Sorbier et de Place des Fêtes font connaissance par hasard à la préfecture de police lorsqu'elles viennent déclarer leur assemblée. Le lien entre Sorbier et Belleville est incertain, les informations obtenues par différents entretiens étant contradictoires¹². Si la volonté dans les trois cas est de s'appuyer sur la dynamique Nuit debout pour agir contre la loi travail à l'échelle du quartier, cette volonté va de pair avec une distanciation de fait, tant politique que géographique, par rapport à Nuit debout République.

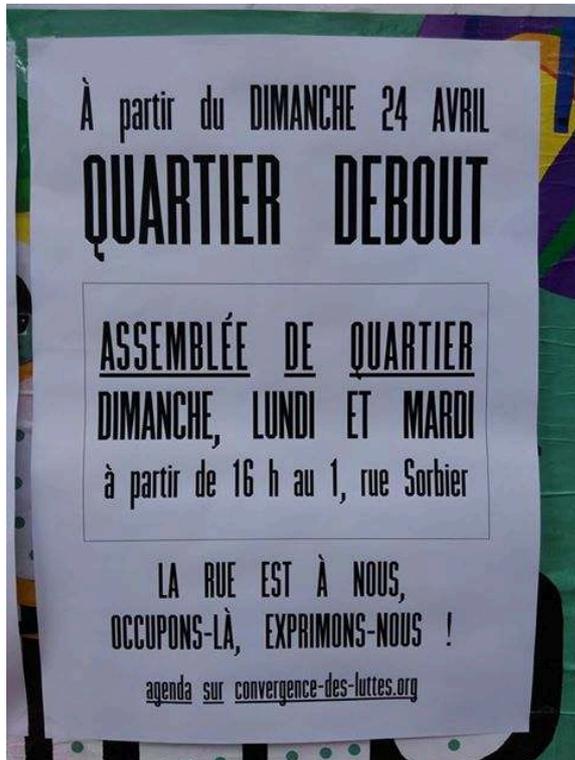
Figure 1 : Localisation des assemblées et des principaux lieux cités



Choisir un nom, prendre ses distances

- 12 Un marqueur de cette relative distanciation concerne les noms adoptés par les différentes assemblées. Alors que la grande majorité des assemblées en Île-de-France conserve l'appellation « Nuit debout » (Alfortville, Fontainebleau, Melun, Montreuil, Les Lilas, Pantin, etc.), seul l'adjectif « debout » est conservé par ces trois assemblées. Si Place des Fêtes stabilise très tôt l'appellation *Debout Place des Fêtes*, qui est utilisée sur l'ensemble des supports produits (affiche, page Facebook, adresse de contact, liste de diffusion), les tâtonnements sont plus nombreux à Belleville et plus encore à Sorbier (figure 2).

Figure 2 : L'assemblée de Sorbier à la recherche d'un nom



Mi-avril 2016

MÉNIL'DEBOUT

ASSEMBLÉE DE QUARTIER

LA RUE EST À NOUS !

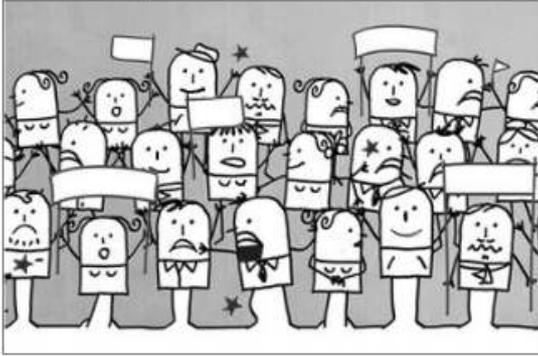
TOUS LES DIMANCHES À 17H
AUTOUR D'UN PIQUE-NIQUE PARTAGÉ
1, rue Sorbier

sorbierdebout@genemalbox.org
www.facebook.com/MenilmontainSorbierdebout
[wiki.luttedebout.fr/wiki/Villes/Paris_\(Menilmontain-Sorbier\)](http://wiki.luttedebout.fr/wiki/Villes/Paris_(Menilmontain-Sorbier))

Août 2016

ASSEMBLEE DE QUARTIER SORBIER - MENILMONTANT

Dimanches 20 novembre
et 11 décembre
à partir de 15 heures



Face au 1 rue Sorbier - Paris 20

Novembre 2016

- 13 Dans ce dernier cas, si la page Facebook *Quartier debout* créée le 23 avril devient vite un moyen de relayer les activités de toutes les assemblées franciliennes, et si la page Facebook *Ménilmontant Sorbier Debout* créée le 27 avril n'a jamais changé de nom, l'examen des différents supports montre une difficulté certaine à se nommer. On compte entre mi-avril et fin décembre pas moins de 6 appellations différentes¹³. Depuis novembre 2016, l'adjectif *debout* n'est plus utilisé dans les affiches et tracts produits, continuer à se revendiquer de *Nuit debout* n'ayant plus guère de sens pour les personnes continuant à s'investir dans cette assemblée
- 14 À Place des Fêtes, malgré une apparente stabilité en ligne, les discussions fréquentes à partir de septembre 2016 liées au changement de nom mettent en avant la charge désormais négative de l'appellation « *debout* » : jugée synonyme de violence et de trouble pour les nombreuses personnes qui n'ont jamais osé aller à République¹⁴, l'étiquette est à l'inverse synonyme de fadeur et de bavardage stérile par les militant.e.s de tendance plus radicale. L'expression « collectif d'habitant.e.s » voire tout simplement « les habitants et habitantes du quartier » tend à être de plus en plus utilisée à partir de l'automne 2016, que ce soit sur les affiches ou en signature des mails.
- 15 Belleville enfin soulève un problème intéressant dans la mesure où l'une des personnes à l'origine de la création était au départ impliquée dans la création de l'assemblée de Sorbier puis s'est désengagée de cette dernière, notamment parce qu'elle refusait l'utilisation du terme *debout*. Les différentes photographies de la première assemblée montrent effectivement l'absence de l'adjectif (figure 3). La photographie disponible sur la page Facebook *Assemblée Populaire Belleville Ménilmontant Debout* est pourtant taguée *Belleville debout* et tel est également le nom de la liste de diffusion créée. La durée de cette dernière assemblée sera trop brève pour noter des évolutions terminologiques.

Figure 3 : Une assemblée de quartier – Belleville, 23 avril 2016



Source : page Facebook Assemblée Populaire Belleville Ménilmontant Debout

Espaces de luttes locales et coordination inter-assemblées

- 16 Créer des assemblées dans des quartiers qui ont déjà une riche activité militante depuis des décennies permet de bénéficier de l'engouement militant et médiatique autour de Nuit debout et du mouvement contre la loi Travail. Cela suppose de choisir ses objets de luttes mais également de se coordonner entre assemblées pour éviter l'éparpillement des initiatives, le vivier et l'énergie militants n'étant pas illimités. L'appel à la « convergence des luttes » s'ancre localement mais reste un objectif affiché.

S'affranchir de République et investir les luttes locales

- 17 Lors des premières assemblées de quartier, le rapport à Nuit Debout République a été abordé à plusieurs reprises¹⁵. La crainte la plus fréquemment exprimée concerne le risque d'affaiblir République, risque réel quand on note par exemple l'horaire choisi pour ces assemblées qui coïncide avec l'heure de l'assemblée générale à République. À Place des Fêtes comme à Sorbier, le choix sera fait dès la deuxième assemblée de décaler l'horaire (16h00 dans un cas, 12h00 dans l'autre) pour permettre aux personnes le souhaitant de continuer à aller à République – un participant de Sorbier utilisera encore mi-juin l'expression « maison-mère » pour évoquer Nuit debout République. L'importance de garder des liens avec les commissions considérées comme les plus actives, les commissions *Action* et *Grève générale*, est plusieurs fois évoquée.
- 18 Si la lutte contre la loi travail reste primordiale (rédaction et distribution de tracts, participation aux actions et manifestations), les déclinaisons de la lutte contre « son monde » deviennent ici beaucoup plus locales : quand trois commissions à République

planchent sur une nouvelle constitution, les thèmes abordés dans les assemblées de quartier sont essentiellement locaux : défense du centre des Amandiers (centre socio-culturel voué à la fermeture par la mairie de Paris), soutien aux occupants des foyers de travailleurs, devenir de la Maison de l'air (ancien musée situé en haut du parc de Belleville), ancien rectorat de la rue Belgrand racheté par Carrefour, etc.

- 19 La volonté d'agir localement, d'être au plus près des préoccupations supposées des habitant.e.s et personnes travaillant dans le quartier, accentue l'écart avec Nuit debout République. L'un des indicateurs de cette prise de distance concerne d'une part la fréquentation de République qui tend à diminuer chez les membres réguliers des assemblées, et d'autre part, les mentions de plus en plus rares de Nuit debout République lors des assemblées de quartier, mentions devenant par ailleurs négatives. S'il y a au départ une volonté affichée de permettre à une expérience de continuer en d'autres lieux, il y a de fait au fil des semaines substitution scalaire des engagements militants : il s'agit de créer un instrument au service des luttes locales qui soit indépendant des structures politiques, syndicales ou associatives existantes. Comme l'indiquera un participant à une assemblée de quartier : « *même si c'est pas formulé très exactement, y'a quand même une espèce de sécession mais alors radicale avec tout ce qui est institutionnel* » (entretien du 29 août 2016).

Coordonner les initiatives

- 20 Les comptes-rendus des premières réunions montrent que la question de la coordination entre les différentes assemblées s'est imposée très rapidement : l'assemblée prévue le mardi 26 avril à Sorbier devient une assemblée de coordination des trois assemblées et un départ commun en manifestation est effectué le 28 mai suivant avec une banderole commune (figure 4). Toutes les manifestations suivantes contre la loi travail verront la mise en place de ces départs communs. Une coordination à une échelle plus large, entre les différentes assemblées parisiennes et franciliennes, ne sera envisagée qu'en septembre 2016 et ne parviendra pas à être réalisée.

Figure 4 : Trois assemblées et une banderole – départ en manifestation le 28 avril 2016



Source : page Facebook de *Quartier debout*

- 21 Le texte à inscrire sur la banderole fera l'objet d'un long débat (plus de 40 minutes) sur le choix des termes à utiliser, les noms de quartier possibles étant nombreux. La volonté de représenter un grand Belleville permettant d'inclure la Place des Fêtes comme le quartier des Tourtilles se marque par l'inscription, aux quatre coins de la banderole, des numéros des 4 arrondissements limitrophes (10^e, 11^e, 19^e et 20^e).
- 22 Cette coordination entre trois assemblées qui pourraient être concurrentes, le vivier militant local n'étant pas extensible à l'infini, s'explique par deux raisons principales dont l'une est endogène : des liens d'interconnaissance plus ou moins anciens et solides existent entre des personnes participant aux différentes assemblées. Plusieurs personnes ont milité ensemble à ATTAC ou au NPA, plusieurs personnes étaient impliquées dans un collectif de collectifs des XI^e, XIX^e et XX^e arrondissements (*Coordination des Résistances et Initiatives en ville - CRI*) et se croisent régulièrement dans des lieux comme la *Cantine des Pyrénées* (restaurant autogéré) ou le *Lieu-dit* (bar militant). La présence de militant.e.s chevronné.e.s et ancré.e.s depuis des décennies dans le quartier assure également un lien - parfois ténu - avec des structures militantes plus classiques (partis politiques, syndicats, associations).
- 23 L'intervention d'un acteur extérieur permet de densifier ces liens en créant les conditions pour une thématique et des actions communes : un collectif d'aide aux migrants, *La Chapelle debout*¹⁶, visite les trois assemblées pour leur exposer la situation au lycée Jean Jaurès. Inoccupé depuis plusieurs années, ce lycée situé rue Simon Bolivar est occupé par un collectif de migrants du 23 avril au 4 mai 2016 (cf. figure 1). Des membres du collectif, accompagnés par deux migrants, rendent visite à l'assemblée de Sorbier le 24, à celles de Place des Fêtes et de Belleville le 30 avril. Des rassemblements de soutien communs visant à éviter une évacuation par la police permettent de créer ou de renforcer des liens entre participant.e.s des trois assemblées, tout comme les départs communs en manifestation. Enfin, la proximité géographique autorise certaines personnes à participer aux différentes assemblées où elles jouent le rôle d'intermédiaires pour faire circuler les informations.

Recrutements militants pluriels

- 24 Aucune enquête extensive n'ayant été faite, il n'est pas possible de connaître la composition sociale, au sens large, des différentes assemblées et l'affluence variant grandement selon les semaines, cette composition sociale évolue. Si la diversité des âges est notable dans les trois cas, tout comme la parité, les comptes-rendus, discussions informelles et entretiens réalisés montrent des sensibilités et des carrières militantes diverses (élu.e.s membres de partis du Front de Gauche, militant.e.s du NPA, membres d'ATTAC, syndicalistes CGT et SUD, membres de collectifs antifascistes, libertaires, primo-engagement, etc.) mais toutes orientées « à gauche »¹⁷. Mais, comme cela avait été observé à propos d'*Occupy Wall Street* (Calhoun, 2013) ou des *Indignados* (Nez, 2015), les appartenances militantes ne sont jamais évoquées ou affichées lors des assemblées.
- 25 Dans les trois cas, les personnes initiant les premières assemblées sont des habitué.e.s de Nuit debout République, de ses commissions (*Action, Communication* et *Grève générale* surtout) comme de ses assemblées générales. À Place des Fêtes, la personne à l'origine de la création bénéficie d'un ancrage local et militant fort. Elle a notamment créé le collectif *Des paroles aux actes* (le nom a été modifié) après les attentats du 7 janvier 2015

afin de « se soutenir les uns les autres » (entretien réalisé en août 2016). Pourtant, *Debout Place des Fêtes* n'est pas la continuité sous un nom autre du collectif *Des paroles aux actes* : les personnes qui s'impliquent dans l'assemblée, à deux exceptions près, sont des personnes qui ne se connaissaient pas auparavant et aucun des membres actifs de l'assemblée n'appartenait à ce collectif préexistant. À Belleville, les personnes à l'initiative de la création de l'assemblée étaient impliquées dans un collectif de collectifs déjà cité (*Coordination des Résistances et Initiatives en ville - CRI*) et dans un collectif local (*Droit à la Belle/ville*). Le lancement de l'assemblée correspond à un moment où ces deux entités semblent chercher de nouveaux objectifs : le CRI a organisé une marche dans le quartier un mois auparavant¹⁸ et n'a aucune action prévue, le *Droit à la Belle/ville* vient de sortir le premier numéro de son journal (voir figure 3). Enfin, à Sorbier, un groupe de 5 puis 4 personnes aux carrières militantes très diverses, constitué au printemps 2016, est à l'origine de l'assemblée, la personne la plus active étant une personne pour qui *Nuit debout République* est la première expérience militante. Cette primo-mobilisation est une exception, tous les autres membres de ce groupe ayant un capital militant (Matonti et Poupeau, 2004) important – habitude des manifestations, engagements dans des partis politiques ou des collectifs militants.

- 26 Dans les trois cas, les assemblées montrent une absence quasi complète de personnes « non blanches ». Comme le souligneront plusieurs membres des assemblées lors des entretiens réalisés en août et septembre 2016, ces assemblées ne sont pas, de ce point de vue, « représentatives » de la population des quartiers environnants. On note également une forte déperdition d'effectifs entre les premières assemblées et celles de l'automne : il n'y a jamais plus de 20 personnes présentes en assemblée à l'automne contre 50 à 80 pour les premières.

Encadré 2 : des assemblées « blanches » avec une faible interconnaissance de départ

« Je ne connais pas le parcours de chacun mais c'est vrai que tous ceux avec qui j'ai pu un peu discuter, c'est pas des gens qui viennent de se politiser, c'est des gens qui étaient déjà politisés avant. C'est globalement des gens qui ont fait des études, qui sont blancs. »
(entretien du 09 août 2016)

« Mais non, sinon, je connais personne, non. Je connais personne. Après je fais venir du monde en revanche, mais au départ je connaissais personne de l'assemblée. » (entretien du 31 août 2016)

« y'avait beaucoup de gens du NPA mais non moi sinon je connaissais, je connaissais vraiment pas grand monde quoi. En fait, j'ai appris à connaître les gens au fur et à mesure [...] est-ce qu'on va pas tomber dans un truc où on est qu'entre convaincus, un peu bobos, bien blancs, tu vois, c'est con mais, on est quand même... on est quand même une grande majorité de bien blancs, on est dans [le nord est parisien] tu vois c'est (rire), y'a un truc aussi comme ça, on a du mal avec la diversité, à diversifier les origines, les cultures...»
(entretien du 6 septembre 2016)

« Non non, la plupart, je ne les connais pas, non non, je ne les connais pas. [...] Mais voilà, c'est ce qui manque, c'est toute la jeunesse, ou pas jeunesse, issue de l'immigration, il n'y en a pratiquement pas. » (entretien du 15 août 2016)

- 27 Si les assemblées semblent regrouper des personnes qui le plus souvent étaient déjà des militant.e.s – les cas de primo-engagement ou de reprise d'engagement après plusieurs années sans activité militante étant cependant fréquents ⁵⁸, le degré d'interconnaissance initial est faible. Comme l'ont souligné à plusieurs reprises des personnes interrogées, si elles sont restées, c'est en grande partie parce que, à leur première réunion, elles ne connaissaient personne ou presque (encadré 3). Et si la fréquentation assidue de Nuit debout République est la norme pour les personnes initiant les assemblées, cela n'est pas le cas pour les autres participant.e.s qui ont des rapports à Nuit debout République très variables, allant de la méconnaissance totale ou presque (« Je n'y suis jamais allée », « J'y suis passé deux fois ») à une fréquentation assidue (« J'y ai passé de 2 à 3 heures tous les soirs pendant un mois et demi »).

L'espace public comme opportunité et comme contrainte

- 28 Si les similarités sont fortes entre ces trois assemblées de quartier, leurs devenir sont pourtant très différents : l'une cesse dès juin 2016, les deux autres poursuivent leurs activités jusque courant 2018 mais suivant des modalités différentes. Sans céder à un quelconque déterminisme spatial, les contraintes des lieux de réunion semblent avoir joué un rôle clé dans ces devenir. Si utiliser l'espace public est considéré comme une nécessité politique, « le caractère visible, accessible et ouvert des espaces publics urbains [devant] permet[tre] [...] d'attirer des personnes qui ne seraient pas venues spontanément » (Nez, 2016), le marquer pour en faire un lieu d'expression politique est parfois délicat et le risque existe d'y devenir invisible.

Marquer l'espace public pour créer des zones politiques temporaires

- 29 L'espace public occupé par les assemblées de quartier doit être approprié par les personnes pour le transformer en arène temporaire d'expression politique. Cette appropriation passe par un ensemble de dispositifs matériels permettant d'afficher l'existence de l'assemblée, ce que Traïni a proposé de nommer des dispositifs de sensibilisation, à savoir « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, de mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue » (Traïni, 2009, cité par Alviso-Marino, 2015 : 66). Or, les différences sont nettes entre les dynamiques des trois assemblées : l'une disparaît faute de pouvoir être visible, l'autre parvient de moins en moins à marquer l'espace, la dernière expérimente davantage mais s'invisibilise également peu à peu.
- 30 L'assemblée de Belleville n'ayant jamais été déclarée en préfecture¹⁹, contrairement aux deux autres où les déclarations seront faites jusque début juin 2016, le dispositif se caractérise par sa légèreté : au plus, une planche et deux tréteaux, quelques ficelles pour accrocher tracts et journaux, du scotch, des craies pour inscrire slogans et informations sur le sol. Aucun dispositif d'amplification sonore n'a jamais été utilisé, les effectifs restant modestes (moins de 30 personnes).
- 31 *Debout Place des Fêtes* commence avec un matériel des plus réduits : une table basse, deux thermos (café, thé) et quelques gâteaux secs. Aucun dispositif d'amplification

sonore n'est prévu pour la première assemblée et aucune banderole ne permet d'identifier l'objectif du rassemblement. Lors de la troisième assemblée, une personne amènera un entonnoir destiné à servir de porte-voix et, suite à la mise en place d'une caisse, cette personne achètera un petit ampli et un micro qui seront utilisés à partir du 14 mai. Ce même jour, un participant amène une banderole rectangulaire (on l'aperçoit figure 6) blanche où est écrit en noir « Debout Place des Fêtes ! » et en dessous, dans un bandeau noir, écrit en blanc et en majuscules « Assemblée de quartier ». On a dans ce cas une organisation croissante qui se manifeste matériellement par la multiplication des signes visant à rendre visible la présence de l'assemblée. Cette dynamique s'inversera à l'été 2016 en raison d'un nombre trop faible de participant.e.s.

- 32 L'assemblée de Sorbier se caractérise par une matérialité dans l'espace de plus en plus réduite. La première assemblée, préparée par un groupe de quatre personnes, est protégée de la pluie par plusieurs bâches, une grande banderole signale le rassemblement, une enceinte et un micro sont prêtés par un militant de SUD, une planche et deux tréteaux permettent le recueil des adresses mails. Deux faces du bâtiment présent sur le terre-plein, et qui est depuis des années intégralement recouverts d'affiches pour des concerts, sont encollés de grandes feuilles blanches servant à inscrire l'agenda militant du quartier, à noter des adresses de collectifs et l'ordre du jour des réunions. Au fur et à mesure des semaines, le dispositif se fera de plus en plus léger.
- 33 Le rôle des dispositifs d'amplification sonore ne peut être sous-estimé : parler dans un mégaphone (Sorbier en juin) ou dans un micro (Place des fêtes à la même période) peut être intimidant. Utiliser un tel dispositif lorsque le nombre de personnes est très limité peut sembler superflu. Or, dans l'espace public parisien, ne pas utiliser de tels dispositifs rend la manifestation inaudible. Le seul moyen de savoir qu'il se passe quelque chose consiste alors à s'approcher au plus près des participant.e.s, ce que de nombreuses personnes n'oseront pas faire. Comme le dira elle-même l'une des organisatrices d'une assemblée, « il faut qu'on nous voit, sinon on devient invisible, comme tous les trucs militants qui se passent et on s'en rend pas compte [...] Là, les gens passent, nous regardent, et puis ils s'en vont. Ils savent pas ce qu'on fait, c'est difficile d'arriver dans un groupe qu'est déjà formé comme ça. Moi, personnellement, je m'arrêtera pas et je partirais » (entretien du 16 août 2016). Si le nombre de participant.e.s est réduit, l'assemblée court le risque d'être simultanément inaudible et invisible. De fait, la majorité des assemblées de l'été et de l'automne 2016, à Sorbier comme à Place des Fêtes, rempliront ces deux critères.

Contraintes de site et conflits d'usage

- 34 Le belvédère de Belleville est *a priori* un cadre idéal pour un rassemblement à caractère politique : il s'agit d'un lieu passant, doté d'une vue panoramique sur la capitale et d'un abri en cas d'intempéries. Pourtant, de nombreux inconvénients ont rapidement pesé sur le déroulement des assemblées. Les conflits d'usage sont apparus avec les animations et activités bénéficiant elles d'une autorisation préfectorale : expositions d'artistes au niveau de l'abri du belvédère, distribution de repas par une association humanitaire à partir de 19 heures et enfin organisation de concerts dans l'amphithéâtre du parc de Belleville situé juste en contrebas. Dans ce dernier cas, le volume sonore rend les échanges au sein de l'assemblée extrêmement difficiles. La rue est par ailleurs relativement bruyante le samedi en fin d'après-midi, qu'il s'agisse de

groupes de jeunes – avec ou sans scooters – et des terrasses proches. Le seul moyen pour lutter contre ces inconvénients était de bénéficier du nombre et surtout de prévoir des moyens tant sonores (dispositif d'amplification) que visuels (stands, banderoles) pour assurer un marquage fort. Le choix de ne faire aucune déclaration en préfecture interdisait *de facto* de tels dispositifs (risque non nul de confiscation du matériel). Les deux seules occasions où l'assemblée saura lutter contre ces inconvénients sont la première assemblée qui bénéficie d'un climat médiocre (gris et froid – voir la figure 3) limitant les activités concurrentes et l'assemblée du 14 mai où un concert de soutien aux migrants est organisé. Si « les militants doivent [...] tirer avantage des potentiels qu'offrent ces espaces, ou au contraire composer avec leurs contraintes, en ayant recours à des tactiques spatiales » (Auyero, 2005), ce ne fut guère le cas à Belleville.

- 35 L'assemblée de Sorbier est sans doute celle qui bénéficie des contraintes les plus strictes, ce qui lui assure paradoxalement des bornes spatiales claires. Le choix du lieu s'est en partie fait « sans réfléchir » selon les mots de trois des organisateurs et organisatrices. Les atouts du lieu sont notamment la proximité d'une cave où stocker le matériel, son caractère relativement passant et la présence d'un bâtiment sur le terre-plein qui fournit des murs propices à l'affichage. D'autres configurations matérielles permettent une identification des limites spatiales de l'assemblée : la sanisette Decaux et la station Vélib' située en bord de route (figure 5), un banc public (utilisé par les moins jeunes des participant.e.s et en été lorsque l'affluence est à son plus bas). Si les caractéristiques du terre-plein facilitent l'identification de l'espace de l'assemblée, le lieu possède également un certain nombre d'inconvénients. Il est relativement bruyant (circulation, terrasses des cafés, notamment pendant l'Euro 2016) et sa visibilité est nulle depuis la rue de Ménilmontant, beaucoup plus passante que la rue Sorbier. Si l'utilité de déplacer l'assemblée a régulièrement été évoquée entre mai et octobre 2016, elle ne s'est jamais concrétisée, aucun lieu alternatif ne recueillant l'unanimité.

Figure 5 : L'assemblée de Sorbier le 24 avril 2016



Vue depuis le trottoir pair de la rue Sorbier



Vue depuis la rue de Ménilmontant – la quinzaine de personnes présente est à peine visible

- 36 Contrairement aux deux espaces précédents, la Place des Fêtes est une place de grande taille où le nombre de points de rassemblement possibles est élevé. Seul le square Monseigneur Maillet nécessite une autorisation spéciale, ce qui n'empêchera pas

l'assemblée de se tenir sous le kiosque le 28 mai 2016 en raison des intempéries. Les deux premières assemblées, et les plus fréquentées malgré une température peu élevée (environ 90 personnes à la première et 70 à la deuxième), se tiennent dans la fontaine qui forme un amphithéâtre peu accessible aux personnes âgées mais pratique en l'absence de tout dispositif d'amplification sonore. Par contre, étant en contrebas, l'assemblée est à peu près invisible, si l'on sort du métro par exemple. La fontaine ayant ensuite été mise en activité, l'assemblée s'est déplacée au niveau des pylônes. À cet endroit, l'assemblée est davantage visible, les marches permettent aux personnes âgées de s'asseoir sans trop de difficultés, et la banderole accrochée entre les pylônes augmente encore sa visibilité. L'emplacement est par contre peu passant, ce qui suppose une démarche volontaire pour s'approcher de l'assemblée. En octobre, les dernières réunions en plein air eurent lieu au niveau des commerces côté rue Henri Ribière. Si le lieu est beaucoup plus passant, l'assemblée devient à peu près invisible (jamais plus de 15 personnes), d'autant que la décision est prise – de manière implicite – de ne plus afficher la banderole « Debout Place des Fêtes ! ». À partir de novembre 2016, les assemblées quittent l'espace public et les réunions ont lieu dans un café pour l'une, dans un squat d'artistes pour l'autre. Elles changent également de jour et d'horaire, ce qui entraîne une chute brutale du nombre de participant.e.s (moins de dix personnes en moyenne durant les assemblées hebdomadaires). Suivant un processus similaire à celui observé par Héléne Nez en Espagne, les militant.e.s en quittant l'espace public « ont ainsi développé un entre soi à la fois social et spatial, en se repliant sur des cercles militants et en se réunissant dans des lieux dont l'accessibilité est limitée » (2016).

Figure 6 : De la fontaine au passage abrité, les lieux de rassemblement de *Debout Place des Fêtes*



21 mai 2016, 16 heures



15 octobre 2016, 17 heures (on devine quelques personnes assises à gauche de la caravane...)

- 37 Dans les trois cas, la nécessité d'être ouvert, inclusif, est régulièrement affirmée mais mettre en œuvre cette ouverture est plus délicate. La faiblesse des effectifs²⁰ favorise certes la prise de paroles et la création de liens entre les personnes mais, semaine après semaine, cette sociabilité devient de fait excluante pour toute personne nouvellement arrivée. Le choix de se réunir en cercle et sans matériel d'amplification sonore ne peut être perçue par une personne extérieure que comme une volonté de fermeture sur soi. L'intérêt de se réunir sur l'espace public dans ces conditions pose question et, de fait, si deux des collectifs constitués au printemps 2016 continuent leurs activités militantes en 2017, les assemblées en plein air deviennent de plus en plus rares puis disparaissent.

Une persistance variable et des évolutions divergentes

- 38 L'assemblée de Belleville cesse de se réunir début juin. La page Facebook de l'assemblée reste alimentée, tout comme la liste de diffusion : dans les deux cas, il s'agit de relayer des informations thématiques (situation des migrants) et/ou locales (devenir de la Maison de l'air située dans le parc de Belleville). L'assemblée de Sorbier organise des assemblées en plein air durant l'hiver 2016-2017, à une fréquence plus espacée, avant de mettre ses activités en veille. La présence de militant.e.s de quartier impliqué.e.s depuis des années et parfois des décennies dans les luttes locales et le départ d'éléments plus autonomes transforment ce collectif en cercle militant au « répertoire d'action collective » (Péchu, 2009 : 454) classique (réunions, tractage, collage, manifestation). L'éventualité de créer une liste aux élections municipales de 2020 a été évoquée au printemps 2018 sur la liste de diffusion – sans provoquer la moindre réaction. Le collectif issu de l'assemblée de Place des Fêtes continue ses activités, dont l'organisation de zones de gratuité mensuelles en plein air (vide grenier gratuit reprenant le principe des *free-shop* fréquent dans les squats militants). La participation

de plusieurs membres du collectif à l'organisation des banquets *A l'abordage*, collectif créé à Nantes en août 2016 et visant à perturber les élections présidentielles de 2017, a également entraîné un renouvellement militant avec l'arrivée de personnes plus jeunes et plus politisées. Dans les deux derniers cas, si l'évolution politique est différente (institutionnalisation croissante vs autonomie croissante), la place des thématiques locales reste prédominante.

- 39 Étant liées au mouvement social « contre la loi travail (et son monde) », on pouvait s'attendre à ce que les assemblées disparaissent à la fin de celui-ci et, de fait, l'une a stoppé ses activités en juin 2016. La socialisation offerte par les assemblées correspondant à une demande parfois explicite des participant.e.s, la volonté de continuer à agir localement l'a emporté. Si les assemblées de quartier en tant que telles n'existent plus, des phases fortes de mobilisation (rassemblements contre les violences policières début 2017, soutien à Bure en septembre 2017, soutien à la zad de Notre-Dame-des-Landes au printemps 2018, manifestations hebdomadaires des Gilets Jaunes depuis novembre 2018 notamment) continuent à impliquer les personnes s'étant rencontrées dans ces contextes, l'habitude prise de départs collectifs pour des manifestations s'étant également maintenue. Hors des phases de conflit aigu, les enjeux locaux (migrants, maison de l'air du parc de Belleville, centre Jean Quarré) restent investis par ces collectifs.

Conclusion

- 40 Le moment Nuit debout a été bref et, si des Nuits debout se sont déroulées dans plus de 300 lieux en France au printemps 2016, le nombre de collectifs encore en activité au printemps 2019 est sans doute très faible. Il serait pourtant erroné de se contenter de ce seul critère quantitatif pour en inférer un échec. L'observation menée pendant plus d'un an dans le Nord-Est parisien montre que des liens militants forts ont été créés entre personnes de profils différents (âge, trajectoire et capital militants) à des échelles locales. Si les assemblées de quartier ont disparu, d'autres collectifs en partie séants aux précédents ont émergé depuis : au niveau national, les collectifs *A l'abordage* puis *Génération ingouvernable* ; au niveau local, le collectif *Migrants 20^e* ou le collectif *Convergence Belleville* regroupant des collectifs des 19 et 20^e arrondissements. Les reprises de carrière militante ont également été nombreuses, tout comme se sont généralisées des pratiques différentes de manifestation ❷ le « cortège de tête » est depuis présent à toute manifestation parisienne d'envergure.
- 41 La volonté affirmée au printemps 2016 de se réappropriier l'espace public pour en (re)faire un lieu d'expressions politiques – comme pouvait l'être par exemple le parvis de Beaubourg dans les années 1980 – s'est pourtant heurtée aux rugosités de l'espace et, dans le cas du belvédère du parc de Belleville, aux conflits d'usage qui lui sont intrinsèques (Blanc, 2001). Le choix des lieux, s'il a souvent été fait « sans trop réfléchir » aux dires des personnes interrogé.e.s, semble avoir eu un impact direct sur le fonctionnement et la visibilité des assemblées. Si « l'action collective suppose la présence plus ou moins prolongée dans des espaces publics précis, détournés de leur usage le temps de la mobilisation » (Combes et al., 2015, p.17), se réunir sur l'espace public n'est pas en soi une garantie d'ouverture à l'autre et les compétences militantes ❸ se sentir légitime pour aborder tel problème en public par exemple ❹ restent inégalement distribuées. Les aspects les plus terre-à-terre tels que la disposition et le

nombre des personnes ou les formes de marquage symbolique de l'espace, visuel et sonore jouent également un rôle clé dans la dynamique de telles assemblées. Enfin, le nombre même est problématique : un grand nombre favorise la passivité (assemblées de Nuit debout République), un nombre restreint entraîne rapidement l'entre-soi militant.

BIBLIOGRAPHY

- ALVISO-MARINO A. (2015), « Faire d'un lieu un symbole politique. La photographie engagée sur la Place du Changement à Sanaa » in COMBES H., GARIBAY D. et GOIRAND C. (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, L'Harmattan, coll. « Questions Transnationales », pp. 35-70
- AUYERO J. (2005), « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, pp. 122-132.
- BACIOCCHI S., BIDET A., BLAVIER P., BOUTET M., CHAMPENOIS L., GAYET-VIAUD C. et LE MÉNER E. 2016. « Qui vient à Nuit debout ? Des sociologues répondent », *Reporterre*, 17 mai.
- BLANC J.-N. (2001), « Voir l'espace dans l'espace public », *Géocarrefour*, 76(1), pp.59-67. [En ligne : https://www.persee.fr/doc/geoca_1627-4873_2001_num_76_1_2507].
- BEAUGUITTE L. (2017a), « Grille d'entretien, Nuit debout (juillet 2016) », *Carnet de recherche Espaces et radicalités*. [En ligne : <https://esprad.hypotheses.org/31>].
- BEAUGUITTE L. (2017b), « Trouver sa place sur les places : un géographe militant à Nuit debout », *Colloque Ethnographie et engagement*, Rouen. [En ligne : <https://esprad.hypotheses.org/213>].
- BEAUGUITTE L., LAMBERT N. (2018), « La diffusion spatiale d'une innovation politique : les Nuits debout d'Île-de-France », *Métropolitiques*. [En ligne : <https://www.metropolitiques.eu/Les-Nuits-debout-en-Ile-de-France-diffusion-spatiale-d-une-innovation-politique.html>]
- CALHOUN C. (2013), « Occupy Wall Street in perspective », *British journal of sociology*, vol. 64, n°1, pp. 26-38.
- COLLECTIF (2017), *Nuit debout #32Mars*, Le cherche midi, coll. « Courts circuits », 64 p.
- COMBES H., GARIBAY D. et GOIRAND C. (dir.) (2015), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, L'Harmattan, coll. « Questions Transnationales », 410 p.
- DECHÉZELLES S. et OLIVE M. (2016), « Conflits de lieux, lieux de conflits », *Noroi*, pp. 238-239.
- DUPUY-DÉRI F. (2016), *Les black blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux, coll. « Instinct de liberté », 360 p.
- GÉRARD V. et BERTINA A. (2018), « Occupy la République. Place de la République, Paris », in Collectif Inculte (dir.), *Le Livre des places*, Paris, Inculte/Dernière Marge, pp. 239-264.
- GOULD R.V. (1991), « Multiple networks and mobilization in the Paris Commune, 1871 », *American Sociological Review*, vol. 56, n°6, pp. 716-729.

- HAGELSEN J., ZIUTHRE C. (2016), « Le cortège de tête vu de l'intérieur ou la lutte hors cadre. (Entretien fictif de deux participants au « cortège de tête » avec un interlocuteur imaginaire simplement curieux) », *Les Temps Modernes*, 691, pp. 190-198.
- HAMMOND J.L. (2013), « The significance of space in Occupy Wall Street », *Interface: a journal for and about social movements*, n°5, vol. 2, p. 499-524.
- HMED C. (2008), « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, n°84, pp. 145-165.
- KOKOREFF M. (2016), « Nuit debout sur place. Petite ethnographie micropolitique », *Les Temps Modernes*, n°691, pp. 157-176.
- MATHIEU L. (2007), « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n°77, pp. 131-151.
- MATONTI F., POUPEAU F. (2004), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, pp. 4-11.
- NEZ H. (2015), « Délibérer en plein air. Analyse spatiale des assemblées des *Indignados* à Madrid », in COMBES H., GARIBAY D. et GOIRAND C. (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, L'Harmattan, coll. « Questions Transnationales », pp. 193-216.
- NEZ H. (2016), « Pour une analyse spatiale de la délibération », *SociologiesS - Dossiers, Penser l'espace en sociologie*, [En ligne : <http://journals.openedition.org/sociologies/5590>]
- PÉCHU C. (2009), « Répertoire d'action », in FILLIEULE O., MATHIEU L. et PÉCHU C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Les Presses SciencesPo, pp. 454-462.
- RIPOLL F., (2005a), *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse pour le doctorat de géographie, Université de Caen Basse-Normandie.
- RIPOLL F. (2005b), « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Noroi*, n°195. [En ligne : <http://journals.openedition.org/noroi/489>].
- RIPOLL F. (2008), « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, n°134, pp. 83-97.
- SMAOUI S. (2017), *Faites place. Novices en luttes*, Paris, Textuel, 127 p.
- TILLY C. (2000), « Spaces of Contention », *Mobilization*, vol. 5, n°2, pp. 135-159.
- ZHAO D. (1998), « Ecologies of Social Movements: Student Mobilization During the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing », *American Journal of Sociology*, vol. 103, n°6, pp. 1493-1529.

NOTES

1. Pages facebook : Ménilmontant-Sorbier Debout, Assemblée populaire Belleville Ménilmontant Debout, Collectif Place des Fêtes. Tous les liens ont été vérifiés en avril 2019. Wiki : wiki.nuitdebout.fr
2. Prendre en compte ces caractéristiques aurait nécessité un recueil des données autre que celui effectué par l'auteur. Alors que recueillir ces informations était prévu dans la grille d'entretien utilisé (Beauguitte, 2017a), j'ai dans les deux tiers des cas omis de les demander tant par crainte d'être trop intrusif que par manque de maîtrise de l'outil (Beauguitte, 2017b).
3. Ces lignes ont été écrites en avril 2019.

4. <https://www.gouvernement.fr/le-vraifaux-du-gouvernement-sur-la-loitrvail-3850> (consulté le 11/10/2018).
5. Ces pratiques correspondent à celles des *black blocs* apparus à la fin des années 1990 (Dupuy-Déri, 2009) et mêlent aspects défensifs (vêtements noirs, masques, déplacement en binôme, matériel de soins) et actions offensives envers les enseignes considérées comme des symboles du capitalisme (banques notamment) et les forces de l'ordre. Les cortèges de tête du printemps 2016 n'étaient pas majoritairement composés de *black blocs*. L'étiquette de « casseur » a abondamment été utilisée tant par la presse que par les politiques, et par la composante « citoyeniste non-violente » de Nuit debout, pour qualifier ces pratiques. L'auteur de ces lignes a participé aux manifestations du printemps 2016, seul ou en famille, dans ce cortège de tête.
6. Voir l'appel diffusé sur l'agenda participatif militant Demosphere : <https://paris.demosphere.eu/rv/46046> (consulté le 08 octobre 2018).
7. L'appellation Nuit rouge a été envisagée dans un premier temps ; suite à une remarque de Frédéric Lordon sur le caractère non inclusif car trop connoté politiquement de l'adjectif, le label Nuit debout a été préféré (entretien avec *, août 2016).
8. L'expulsion de Finkelkraut le 17 avril 2016 ou du collectif les Veilleurs (collectif né en avril 2013 et proche de la Manif pour tous) le 8 juin 2016 montre que l'ouverture reste limitée aux opinions considérées comme « progressistes » - même si ces expulsions ont été condamnées par des participant.e.s aux assemblées de Nuit debout République.
9. Médias contrôlés par les militant.e.s. Au plus fort de Nuit debout République, il y a un site web, une radio, une télévision, des comptes twitter et Facebook, un wiki, un bulletin papier quotidien sans compter les relais nombreux via des applications comme *Périscope*.
10. https://wiki.nuitdebout.fr/wiki/Villes/Paris/AG_du_34_mars (consulté le 22 mars 2017).
11. « La révolution des *like* n'aura pas lieu », prise de parole du 14 mai 2016 à République, <https://www.facebook.com/convergencesdeslutt31M/posts/638578846292306> (consulté le 11/10/2018). On y lit notamment que « le relatif dépeuplement de la place depuis quelques jours peut être imputé en partie à la diffusion de messages apolitiques, inoffensifs, et pour tout dire démobilisateurs ».
12. Les informations de ce paragraphe proviennent d'entretiens réalisés avec la personne initiatrice de Debut Place des Fêtes et trois des quatre personnes à l'origine de Ménilmontant-Sorbier debout en juillet-août 2016. Aucune personne de l'assemblée de Belleville n'a souhaité être interrogée.
13. Entre avril et décembre 2016, l'assemblée a utilisé sur ses affiches les termes suivants : Assemblée de quartier ; Sorbier Debut Assemblée populaire ; Ménil' Debut ; Ménilmontant-Sorbier Debut ; Assemblée de Ménilmontant ; Assemblée de quartier Sorbier Ménilmontant.
14. Plusieurs personnes participant aux assemblées de Place des Fêtes ont exprimé la peur qu'elles avaient de Nuit debout République au printemps 2016, peur liée à l'image médiatique mettant en avant les évacuations musclées de la place par les forces de l'ordre (carnet de terrain).
15. Les comptes rendus des assemblées de Place des Fêtes et Ménilmontant sont disponibles (jusqu'en octobre 2016, date à laquelle plus personne ne s'est porté volontaire pour prendre des notes et les rédiger) sur wiki.nuitdebout.fr, un certain nombre ayant été écrits à partir de mi-mai 2016 par l'auteur de cet article. À notre connaissance, il n'y a pas eu de compte-rendu rédigé lors des trois premières assemblées à Belleville.
16. Créé en 2015, le collectif est antérieur à l'apparition de Nuit debout.
17. Pour les personnes rencontrées, le Parti socialiste en 2016 n'est pas « à gauche » et Valls est considéré très explicitement comme un ministre de droite. Par ailleurs, la minorité libertaire de ces assemblées refuserait d'être considérée « à gauche ».
18. <https://stopmonop.wordpress.com/2016/03/> (visité le 10 mars 2017)
19. Tout rassemblement sur la voie publique est censé être déclaré à la préfecture de police. Il s'agit d'une déclaration et non d'une demande d'autorisation, les refus étant très rares (risque

supposé de troubles à l'ordre public ou problèmes de sécurité en cas d'affluence importante). Les personnes organisant l'assemblée de Belleville refusaient par principe d'effectuer cette démarche.

20. De mi-mai à fin juin, 30 à 50 personnes à Place des Fêtes, 20 à 30 à Sorbier ; les effectifs chutent en juillet-août, entraînant l'annulation de plusieurs réunions ; à partir de septembre, les assemblées ne dépasseront pas 20 personnes à Place des Fêtes et 15 à Sorbier.

ABSTRACTS

In spring 2016, three local assemblies are created in the Parisian northeast on the model of Nuit debout République. Situated in a small area, sharing some common participants, all three try to anchor locally the fights while widening the mobilization against the « loi travail ». The opportunities and the constraints of the chosen public places play an important role in the future of these assemblies, all three marked, but according to a different chronology, by a progressive invisibilisation. The article questions relationships with Nuit debout Republic, choices operated to occupy the public space and the trajectories of these three assemblies.

Au printemps 2016, trois assemblées de quartier sont créées dans le nord-est parisien sur le modèle de Nuit debout République. Situées à quelques centaines de mètres les unes des autres et partageant des ressources militantes en partie communes, toutes trois cherchent à ancrer localement les luttes tout en élargissant la mobilisation contre la loi travail. Les opportunités et les contraintes des espaces publics choisis jouent un rôle important dans le devenir de ces assemblées, toutes trois marquées, mais suivant une chronologie différente, par une invisibilisation progressive. L'article questionne les rapports avec Nuit debout République, les choix opérés pour occuper l'espace et les trajectoires de ces trois assemblées.

INDEX

Mots-clés: assemblée, espace public, militantisme, Nuit debout, Paris

Keywords: assembly, public space, activism, Nuit debout, Paris

AUTHOR

LAURENT BEAUGUITTE

Géographe, chargé de recherches, UMR CNRS Géographie-cités

laurent.beauguitte@cnrs.fr